

Zoom sur la politique budgétaire française

En collaboration avec l'Amundi Investment Institute, 1^{er} septembre 2026

EN BREF

Quelques chiffres clés



3540 milliards d'euros : c'est le montant de la dette publique française, soit **118% du PIB**.



4,9% : c'est le rendement presque atteint par les OAT à 30 ans le 28 août et celles à 10 ans ont légèrement dépassé 4,1%, un **niveau inédit depuis 2008**.

- L'économie française devrait enregistrer une croissance modérée, globalement en ligne avec celle de la zone euro : le **PIB français devrait progresser d'environ 0,6 % en 2026 et de 1,0 % en 2027**.
- Alors que les pressions inflationnistes persistantes et l'incertitude politique risquent de freiner les dépenses des ménages et des entreprises, la **croissance devrait rester relativement résiliente**, soutenue par une **reprise progressive de la demande intérieure du secteur privé**.
- Une **réduction durable** du déficit primaire sera **essentielle** pour assainir les finances publiques à long terme, même si le **ratio dette/PIB de la France reste inférieur à celui de certaines autres grandes économies développées**, notamment l'Italie et les États-Unis.
- Le budget 2027, qui doit être adopté d'ici fin 2026, **sera particulièrement important**. Son élaboration risque d'être compliquée par le calendrier politique, avec des élections présidentielles suivies d'élections législatives (à moins que l'Assemblée nationale ne soit dissoute auparavant) prévues au 2^e trimestre 2027.



Comment les marchés obligataires ont-ils réagi ?

- Les rendements des obligations d'État françaises à long terme (OAT), ont récemment **atteint leurs plus hauts niveaux depuis 2008**, reflétant en partie une réévaluation plus générale sur les marchés obligataires au cours de l'été.
- **La hausse de la prime de risque exigée par les investisseurs semble refléter l'incertitude** concernant l'évolution du déficit budgétaire, ainsi que l'orientation de la politique budgétaire au cours des cinq prochaines années.

Quelles perspectives pour les OAT ?

- La France conserve un certain nombre de caractéristiques qui renforcent son attrait auprès des investisseurs à moyen et long terme : **elle reste un émetteur souverain de grande taille, résilient et doté d'une forte liquidité.**
- Les OAT ont bénéficié d'une période prolongée de coûts de financement exceptionnellement bas et continuent de présenter un **profil de crédit solide¹**, en raison de l'ampleur et de la diversification de l'économie française, ainsi que de la solidité de son cadre institutionnel.
- La **solvabilité de la France** est en outre soutenue par la **profondeur et la liquidité** de son marché des obligations d'État : il s'agit de l'un des marchés souverains libellés en euros les plus importants et les plus actifs, soutenu par une **base d'investisseurs nationale et internationale large et bien établie**. Les OAT représentent **plus de 30 %** de l'univers de la dette souveraine de la plus haute qualité de la zone euro.
- De plus, le fait que les OAT aient, en moyenne, une échéance assez longue réduit les besoins de refinancement à court terme, tandis que le risque lié aux taux d'intérêt est géré activement.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, la dette française reste un **investissement attractif à moyen et long terme**, les rendements ayant retrouvé des niveaux élevés pour un émetteur souverain bénéficiant d'une notation de haute qualité.

Toutefois, les incertitudes liées au cycle électoral, au processus d'adoption du budget et à la possibilité que les investisseurs étrangers se tournent vers d'autres marchés devraient entraîner une volatilité accrue.

Retrouvez la version complète du document en français [ici](#)

¹ La France bénéficie actuellement d'une note A+ avec une perspective stable attribuée par Fitch (confirmée au 28 août 2026), et d'une note Aa3 avec une perspective négative attribuée par Moody's.

Sources : Amundi Investment Institute, Bloomberg



Glossaire

Déficit primaire : solde budgétaire d'un État hors charge de la dette, c'est-à-dire avant paiement des intérêts. Il correspond à la situation où les dépenses publiques, hors intérêts, sont supérieures aux recettes.

Liquidité : capacité à disposer rapidement d'argent ou à vendre un actif facilement, sans trop perdre en valeur.

Refinancement : opération qui consiste à rembourser une dette arrivée à échéance en contractant une nouvelle dette.

Informations importantes

Investir comporte des risques, notamment un risque de perte en capital. Cette communication n'a pas de vocation contractuelle mais constitue une communication publicitaire.

Elle est uniquement fournie à titre indicatif et ne constitue pas une recommandation ni une analyse ou un conseil financier. Elle ne saurait en outre être considérée comme une sollicitation, une invitation ou une offre d'achat ou de vente d'OPC.

Avant toute souscription d'un organisme de placement collectif (OPC), l'investisseur potentiel est invité à se rapprocher de son conseiller pour que ce dernier puisse s'assurer de l'adéquation de l'investissement envisagé avec sa situation financière et patrimoniale.

Les performances passées ne constituent pas une garantie ni un indicateur des performances futures.
Le présent document repose sur des sources qu'Amundi considère comme fiables au moment de la publication.

Les données, opinions et analyses peuvent être modifiées sans préavis. Amundi décline toute responsabilité, directe ou indirecte, qui pourrait résulter de l'utilisation des informations contenues dans ce document. Amundi ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable de toute décision ou de tout investissement effectué(e) sur la base des informations contenues dans le présent document.

Les informations contenues ne peuvent être copiées, reproduites, modifiées, traduites ou distribuées sans l'autorisation écrite préalable d'Amundi.

Toutes les marques et logos éventuels utilisés à des fins d'illustration dans ce document sont la propriété de leurs détenteurs respectifs.

Date de publication : 1^{er} septembre 2026

ID du document : 5884456.

Amundi Asset Management :

Société par Actions Simplifiée agréée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) sous le numéro GP04000036 en qualité de société de gestion de portefeuille, dont le siège social est sis 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris, France et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 437 574 452.